



**Programme des  
Nations Unies pour  
l'environnement**



Distr.  
GENERALE

UNEP/OzL.Pro/ExCom/55/10  
15 juin 2008

FRANÇAIS  
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITE EXECUTIF  
DU FONDS MULTILATERAL AUX FINS  
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTREAL  
Cinquante-cinquième réunion  
Bangkok, 14-18 juillet 2008

**RAPPORT PÉRIODIQUE SUR LA COOPÉRATION BILATÉRALE  
AU 31 DÉCEMBRE 2007**

Ce document comprend :

- Les observations et les recommandations du Secrétariat du Fonds
- Les rapports périodiques bilatéraux de l'Australie, du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Portugal, de l'Espagne, de la Suède et des États-Unis (janvier - décembre 2007)

## **OBSERVATIONS ET RECOMMANDATIONS DU SECRÉTARIAT DU FONDS**

### **Observations**

1. Les pays suivants, impliqués dans des activités de coopération bilatérale, ont remis des bases de données de rapports périodiques : Australie, Canada, France, Allemagne, Italie, Portugal, Espagne, Suède et États-Unis d'Amérique. Le Canada et la France ont également remis des descriptifs de rapports périodiques (voir annexes I et II).
2. Les rapports périodiques n'ont pas été reçus de la part de la Finlande, du Japon et de la Suisse. Cependant, les données des précédents rapports périodiques ou inventaires des projets approuvés figurent dans le tableau récapitulatif. Les rapports périodiques sont les seuls moyens permettant d'indiquer la clôture finale de tous les comptes de financements associés aux projets approuvés par le Comité exécutif pour la coopération bilatérale. Le Comité exécutif risque de demander à la Finlande, au Japon et à la Suisse de remettre de remettre à la 56<sup>e</sup> réunion des rapports périodiques des agences bilatérales en raison du fait que le rapport d'évaluation des agences bilatérales est l'unique indicateur financier du déboursement de tous les fonds approuvés ou de la restitution des fonds (plus les intérêts selon le cas).
3. Les données supplémentaires des précédents rapports périodiques d'autres pays précédemment engagés dans une coopération bilatérale sont également dans la base de données (comprenant les données des projets déjà signalés comme terminés tels que l'Autriche, la Belgique, la République tchèque, le Danemark, la Hongrie, l'Israël, la Pologne, Singapour, la République slovaque, l'Afrique du Sud et le Royaume Uni). Ces données figurent dans le rapport périodique global (UNEP/OzL.Pro/ExCom/55/9).
4. Le tableau 1 présente un résumé de la coopération bilatérale. Depuis le début du Fonds, 110,77 millions de US \$ ont été approuvés pour des activités bilatérales. Le tableau indique que 75 pour cent des activités bilatérales ont été menées à bien. Même si la plupart des projets bilatéraux sont des projets de non-investissements, les agences bilatérales ont estimé que leurs projets aboutiront à l'élimination totale de 11 592 tonnes PAO une fois achevés. Les projets bilatéraux réalisés et en cours ont déjà abouti à l'élimination de 4 809 tonnes PAO. Le taux de décaissement des activités bilatérales est de 72 pour cent.

Tableau 1

## SOMMAIRE ANNUEL DE LA COOPÉRATION BILATÉRALE

Année de l'approbation	Nombre d'approbations*	Nombre de projets achevés	% d'achèvement	PAO à éliminer*	PAO éliminées*	% des PAO éliminées	Financement approuvé plus ajustement (\$US)	Fonds décaissés (\$US)	% des fonds décaissés	Solde (\$US)	Décaissement prévu pour l'année en cours (\$US)	Coûts d'appui approuvés (\$US)	Ajustements des coûts d'appui (\$US)
1991	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0%	0	0	0	0
1992	18	18	100%	0	0	0%	2 883 669	2 883 669	100%	0	0	0	0
1993	10	10	100%	0	0	0%	1 445 586	1 445 586	100%	0	0	0	0
1994	30	30	100%	266	243	92%	3 192 023	3 190 374	100%	1 649	0	0	0
1995	17	17	100%	483	296	61%	4 698 849	4 654 902	99%	43 947	0	0	0
1996	26	26	100%	251	188	75%	3 453 049	3 410 887	99%	42 162	0	0	0
1997	32	30	94%	154	29	19%	4 143 406	3 263 493	79%	879 913	300 000	0	1 500
1998	39	39	100%	41	23	56%	4 472 065	4 108 650	92%	363 415	76 730	0	0
1999	61	54	89%	736	356	48%	12 902 529	10 875 625	84%	2 084 687	712 992	1 030 434	0
2000	29	28	97%	967	618	64%	4 837 561	4 808 946	99%	28 615	0	543 836	0
2001	41	32	78%	1 467	1 087	74%	7 745 351	7 209 099	93%	536 252	381 326	896 577	-11 754
2002	61	41	67%	1 097	706	64%	9 075 082	7 860 917	87%	1 164 665	162 079	917 984	106 073
2003	32	21	66%	262	133	51%	6 927 400	6 419 265	93%	508 135	505 023	743 181	58 605
2004	31	14	45%	329	15	4%	15 159 150	12 764 815	84%	2 394 335	1 817 919	1 599 058	-36 950
2005	29	10	34%	4 355	818	19%	19 320 469	3 298 923	17%	16 021 546	10 446 651	2 126 577	-84 193
2006	27	2	7%	842	298	35%	7 283 530	2 793 315	38%	4 490 215	1 578 299	902 173	0
2007	14	0	0%	344	0	0%	3 229 021	585 971	18%	2 643 050	1 311 969	439 452	0
<b>Total</b>	497	372	75%	11 592	4 809	41%	110 768 740	79 574 439	72%	31 202 584	17 292 988	9 199 272	33 281

\*Exclut les projets fermés et transférés  
Note: Inclut la préparation de projets

## Retards dans la mise en œuvre

5. Onze projets de coopération bilatérale accusent des retards de mise en œuvre. Entre 2006 et 2007, les agences d'exécution bilatérales ont réduit de 5 le nombre des projets accusant des retards. Selon les procédures d'annulation de projet (décision 26/2), un rapport sur les projets accusant des retards de mise en œuvre doit être remis à la 56<sup>e</sup> réunion afin de déterminer s'il y a eu des progrès dans l'élimination des obstacles qui causent ces retards. Le tableau 2 présente, par agence bilatérale, les projets accusant des retards de mise en œuvre et pour lesquels un rapport doit être remis à la 56<sup>e</sup> réunion.

Table 2

**PROJETS ACCUSANT DES RETARDS DE MISE EN OEUVRE**

Code	Agence	Titre du projet	Catégories de retard
JAM/FUM/47/TAS/22	Canada	Assistance technique pour l'élimination de l'utilisation du bromure de méthyle	Retards de 12 mois
MEX/FUM/42/TAS/122	Canada	Assistance technique pour se conformer à l'élimination de 20% du bromure de méthyle en 2005	Retards de 12 mois
MOR/FUM/29/INV/37	France	Élimination de l'utilisation du bromure de méthyle dans la production de fleurs coupées et de bananes	Retards de 12 mois
SYR/REF/29/INV/53	France	Reconversion du CFC-12 à une technologie à base de HFC-134a dans la fabrication d'équipements de réfrigération commerciaux à Shoukairi & Co.	Retards de 12 et 18 mois
YEM/FUM/41/TAS/21	Allemagne	Programme d'assistance technique pour l'élimination de bromure de méthyle dans l'agriculture	Retards de 12 mois
NIR/SEV/38/TAS/104	Japon	Assistance pour une campagne nationale d'information, d'éducation et de communication sur la conformité au Protocole de Montréal	Retards de 12 mois
SRL/PHA/43/TAS/26	Japon	Plan d'action de conformité nationale : programme d'incitation des utilisateurs finaux des équipements de réfrigération commerciaux et industriels	Retards de 18 mois
SRL/PHA/43/TAS/27	Japon	Plan d'action de conformité nationale : récupération/recyclage et reconversion des climatiseurs d'automobiles	Retards de 12 mois
SRL/PHA/43/TAS/28	Japon	Plan d'action de conformité nationale : programme de récupération et de recyclage	Retards de 12 et 18 mois
GLO/SEV/47/TAS/269	Portugal	Soutien en matière de communication et de coopération aux pays lusophones (Angola, Cap Vert, Timor oriental, Guinée Bissau, Mozambique et Sao Tome-et-Principe)	Retards de 18 mois
MEX/FUM/42/TAS/118	Espagne	Assistance technique pour se conformer à l'élimination de 20% du bromure de méthyle en 2005	Retards de 12 mois

**Faits saillants des activités bilatérales**

6. Quarante-quatre des 125 projets bilatéraux en cours portent sur des plans de gestion des frigorigènes (PGF) ou leurs composantes. On dénombre par ailleurs 7 projets d'investissement, 11 projets d'assistance technique, 4 projets de stockage des halons, 5 plans d'élimination sectoriels, 14 plans d'élimination des SAO, 17 plans d'élimination des CFC, 9 plans d'élimination du tétrachlorure de carbone, 1 projet d'activités pour arrêter la production de SAO, 5 activités de préparation de projets, 3 projets de récupération et de recyclage, 2 projets de renforcement des institutions, 3 projets de démonstration.

**Australie**

7. L'Australie met en œuvre actuellement 17 projets dont 16 représentent sa contribution à la stratégie régionale des pays insulaires du Pacifique (PIP), approuvée par le Comité exécutif en mars 2002. Les autres projets australiens en cours de mise en œuvre sont les projets d'assistance technique pour la stratégie des PIP (ASP/SEV/50/TAS/52), approuvés à la 50<sup>e</sup> réunion. Le pays a

achevé huit projets supplémentaires et en a annulé un. Les projets bilatéraux australiens en cours devraient aboutir à l'élimination de 7,1 tonnes PAO une fois réalisés.

8. La décision XVIII/35 de la 18<sup>e</sup> Réunion des Parties demandait aux Parties concernées de faire rapport au Comité d'application sur l'instauration d'un système d'octroi de licences dans plusieurs PIP, incluant les États fédérés de la Micronésie, Kiribati, les Îles Marshall, Nauru, Niue, Palau, Samoa, les Îles Salomon, Tonga, Tuvalu et Vanuatu. L'Australie a signalé au Secrétariat du Fonds que des systèmes d'octroi de licences ont commencé à fonctionner à Palau et à Samoa en août et mai 2006 respectivement. Elle a ajouté que des projets de réglementation sont en attente d'examen par le Parlement de Nauru (NAU/REF/44/TAS/01) et Tonga (TON/REF/361/TAS/01), la date n'étant pas encore arrêtée. L'Australie a ajouté qu'une réglementation a été approuvée aux Îles Marshall (MAS/REF/36/TAS/04). Les États fédérés de Micronésie (FSM/REF/36/TAS/01), Tuvalu (TUV/REF/36/TAS/02) et Vanuatu (VAN/REF/36/TAS/02) travaillent encore sur l'élaboration d'une réglementation des SAO. Même si ces pays ont participé à deux réunions régionales sur l'élaboration d'une réglementation des SAO, l'Australie a signalé que peu de progrès avaient été faits sur le plan de l'élaboration de la réglementation en Micronésie et à Vanuatu, mais quelques progrès à Tuvalu. Le projet sera terminé lorsque la stratégie régionale dans son ensemble aura été finalisée.

9. Le Comité exécutif pourrait demander un rapport d'étape additionnel aux États fédérés de Micronésie (FSM/REF/36/TAS/01), Tuvalu (TUV/REF/36/TAS/02) et Vanuatu (VAN/REF/36/TAS/02) dans lesquels peu de progrès ont été réalisés.

10. L'Australie a signalé que des projets de R&R des climatiseurs d'automobile en Micronésie (FSM/REF/36/TAS/02), aux Îles Marshall (MAS/REF/36/TAS/02), à Palau (TTR/REF/36/TAS/02), à Tuvalu (TUV/REF/36/TAS/04), à Vanuatu (VAN/REF/36/TAS/04) et aux Îles Salomon (SOI/REF/36/TAS/04) seront menés à bien lorsque la stratégie régionale dans son ensemble aura été finalisée. Le Comité exécutif pourrait demander des rapports d'étape additionnels sur ces projets.

## **Canada**

11. L'annexe I contient le texte du rapport périodique du Canada. Le Canada met en œuvre 16 projets bilatéraux, dont la plupart sont associés à des plans d'élimination des CFC ou des SAO. Il a mené à terme 58 autres projets et en a annulé un. Les projets canadiens bilatéraux en cours devraient conduire à l'élimination de 133,1 tonnes PAO, une fois achevés. Le Canada met en œuvre des PGF en Bolivie et au Chili. Le PGF du Chili a été retardé mais est actuellement en cours de réalisation. Le Canada met aussi en œuvre un projet d'assistance technique « Réseau de mise en œuvre de la réglementation douanière en Amérique latine : pour la prévention du commerce illégal des SAO », des plans d'élimination des CFC au Burkina Faso et à Sainte-Lucie, des plans d'élimination en Bolivie, à Cuba et en Uruguay, 3 projets d'assistance technique pour le bromure de méthyle en Jamaïque, au Mexique et à Trinidad et Tobago et des préparations de projet de plans d'élimination des CFC au Bénin et au Chili.

12. Les activités de PGF impliquant le Canada en Bolivie (BOL/REF/36/TAS/20) ont été retardées. Certaines d'entre elles devraient se terminer en 2008. La dernière activité restante concernant le programme de sensibilisation du public aux questions relatives à la couche d'ozone

(BOL/REF/36/TAS/20), à savoir la production de textes scolaires sur l'appauvrissement de la couche d'ozone, ayant été retardée en raison de difficultés administratives, est maintenant terminée et un rapport final est attendu. Le Comité exécutif pourrait demander un rapport d'étape additionnel sur ce projet.

13. Le Canada met en œuvre cinq projets d'accords pluriannuels dont un PGEF en Bolivie, un PGEF au Burkina Faso, deux projets nationaux d'élimination des SAO à Cuba, un PGEF à Sainte-Lucie et un PGEF en Uruguay.

#### Projets accusant des retards de mise en œuvre

14. Deux projets bilatéraux canadiens se retrouvent dans la catégorie des projets accusant des retards de mise en œuvre. Il s'agit du projet d' "Assistance technique pour l'élimination du bromure de méthyle en Jamaïque (JAM/FUM/47/TAS/22) et du projet d' "Assistance technique pour se conformer à l'élimination de 20% du bromure de méthyle en 2005" au Mexique (MEX/FUM/42/TAS/122).

#### **France**

15. L'annexe II contient le texte du rapport périodique de la France. La France met en œuvre 29 projets bilatéraux et compte à son actif 62 projets achevés et un projet annulé. Huit des projets français en cours sont des projets d'investissement, soit un plan d'élimination des CFC en République islamique d'Iran et un au Kenya, 3 plans d'élimination du tétrachlorure de carbone en Inde, un projet de réfrigération en République arabe syrienne, un projet d'élimination des SAO aux Seychelles et un projet d'investissement sur le bromure de méthyle au Maroc. La France est impliquée dans la mise en œuvre de PGF en République centrafricaine, en Éthiopie, en République démocratique populaire du Laos, à Madagascar, au Mozambique, en Ouganda et en République unie de Tanzanie. La France participe aussi à la mise en œuvre d'une banque de halons en République islamique d'Iran, de projets de R&R au Liban et au Maroc, d'un projet de démonstration sur les refroidisseurs dans la région de l'Afrique et de 3 préparations de projets pour des plans d'élimination finale (en Éthiopie, en RDP du Laos et en Ouganda), un projet d'assistance technique pour l'élimination du CTC en Inde et un projet d'assistance technique pour des réseaux d'application douaniers en Afrique. La France a des projets en cours qui, une fois achevés, devraient aboutir à l'élimination de 1 798,4 tonnes PAO.

16. La France met en œuvre quatre projets pluriannuels dont quatre projets d'élimination des CTC en Inde, un projet national d'élimination des CFC en République islamique d'Iran, un PGEF au Kenya et un aux Seychelles. Des progrès ont été signalés sur le plan de la mise en œuvre de ces accords. La contribution de la France aux quatre projets d'élimination des CTC en Inde est mise en œuvre par GTZ-Proklima. En 2008 et 2009, l'accent sera mis sur les activités de formation et d'assistance technique/diffusion des informations auprès des industries. Les entreprises éligibles pour une aide aux investissements font également l'objet d'une évaluation.

17. La contribution de la France au plan national d'élimination des CFC en République islamique d'Iran est également mise en œuvre par GTZ-Proklima. Les fonds de cette tranche seront décaissés avec l'achat de l'équipement soumissionné en 2007. Les 180 unités ont été livrés à l'Iran en décembre 2007 et seront distribués en août 2008.

18. Au Kenya, suite à l'approbation de la réglementation des SAO en juin 2007, des efforts ont été faits pour commencer à mettre en œuvre des activités spécifiques dans le cadre du projet (KEN/PHA/44/INV/37). Cependant, des troubles politiques ont retardé la mise en œuvre. Les identificateurs requis ont été achetés. Des formations douanières et techniques sont planifiées pour 2008 et des fonds ont déjà été engagés pour ces activités. En ce qui concerne le PGEF aux Seychelles (SEY/PHA/51/INV/12), l'équipement a été fourni pour les centres de formation et la formation dans les hydrocarbures a été mise en œuvre. Cependant, des retards ont été signalés dans l'importation des hydrocarbures pour le projet.

19. Le Comité exécutif pourrait demander des rapports de situation sur les projets du Kenya et des Seychelles.

#### Projets accusant des retards de mise en œuvre

20. Deux projets bilatéraux français se retrouvent dans la catégorie des projets accusant des retards de mise en œuvre; il s'agit du projet d'élimination du bromure de méthyle au Maroc (MOR/FUM/29/INV/37) et d'un projet de réfrigération en République arabe syrienne (SYR/REF/29/INV/53).

#### **Allemagne**

21. L'Allemagne met en œuvre 34 projets bilatéraux. Elle a mené à terme 128 autres projets et en a annulé 4. Les projets en cours devraient conduire à l'élimination de 2 741,5 tonnes PAO lorsqu'ils seront terminés. Seize des 34 projets en cours sont des projets d'investissement comprenant : sept tranches pour des plans d'élimination des CFC : deux tranches pour le Brésil, deux tranches pour la République islamique d'Iran, une tranche pour le Lesotho, une tranche pour la Namibie et une tranche pour le Zimbabwe; deux projets d'élimination du tétrachlorure de carbone en Inde; un plan d'élimination du secteur de la réfrigération en Inde; 4 plans d'élimination des SAO en Afghanistan (deux tranches), à l'Île Maurice et en Papouasie-Nouvelle-Guinée; et 2 projets sur le bromure de méthyle en Jordanie et au Kenya. L'Allemagne participe aussi à la mise en œuvre de PGF en Angola (1), au Botswana (1), au Liberia (5), au Swaziland (1), en République arabe syrienne (1) et en Zambie (1).

22. L'Allemagne participe aussi à la mise en œuvre de 2 activités de stockage des halons, une en Croatie et l'autre dans la région de l'Afrique; à un projet d'assistance technique sur l'élimination des CTC en Inde, à un projet d'assistance technique sur le bromure de méthyle au Yémen et à un projet de démonstration sur les refroidisseurs dans la région de l'Afrique. Par ailleurs, elle est impliquée dans un projet de R&R en République unie de Tanzanie et dans 2 projets de renforcement des institutions en Angola et en Papouasie-Nouvelle-Guinée.

#### Projets accusant des retards de mise en œuvre

23. En 2007, un projet bilatéral allemand se retrouvait dans la catégorie des projets accusant des retards de mise en œuvre. L'Allemagne comptait 5 projets dans cette catégorie en 2006. En 2007, le projet accusant des retards est le suivant : un projet d'assistance technique sur le bromure de méthyle au Yémen (YEM/FUM/41/TAS/21).

Projets non assujettis à la procédure applicable aux projets accusant des retards de mise en œuvre

24. En ce qui concerne le projet de PGF en Tanzanie (URT/REF/36/TAS/14), l'Allemagne a signalé que la construction d'un centre de R&R avait commencé mais n'avait pas été terminée en décembre 2007 tel que cela avait été planifié. GTZ attend un rapport final sur les activités. Le Comité exécutif pourrait demander un rapport d'étape additionnel sur ce projet.

Accords pluriannuels

25. L'Allemagne met en œuvre 11 accords pluriannuels en Afghanistan, au Brésil, en Inde (2), en République islamique d'Iran, au Kenya, au Lesotho, à l'Île Maurice, en Namibie, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et au Zimbabwe. L'Allemagne a indiqué que les tranches de ces accords progressent bien, la plupart des activités correspondant au plan de travail annuel, à l'exception de l'accord pour la République islamique d'Iran.

26. L'Allemagne avait précédemment signalé qu'aucun progrès n'avait été fait par rapport à la tranche d'élimination en République islamique d'Iran (IRA/PHA/45/INV/169) même si tous les fonds avaient été engagés. Plus récemment, l'Allemagne a précisé que les fonds avaient été décaissés pour la reconversion d'industriels supplémentaires dans le secteur des mousses. Cependant, les certificats de destruction sont encore attendus. Le Comité exécutif pourrait demander que des rapports d'étape additionnels soient remis à la 56<sup>e</sup> réunion.

Projets de stockage des halons

27. En Croatie, le projet de stockage des halons (CRO/HAL/43/TAS/24) semble être en panne depuis 2 ans au cours desquels l'Allemagne a indiqué qu'elle avait tenté de trouver un site approprié pour le stockage. Entre temps, il y a eu un décaissement de 7 500 \$US seulement sur les fonds du projet. L'Allemagne a mentionné qu'une mission de consultation a eu lieu en mars 2007 et qu'un nouveau plan d'action ainsi qu'un échéancier ont été établis avec l'UNO. Une entreprise a été choisie et l'offre d'équipement pour le stockage du halon a été finalisée en décembre 2007. Cet équipement devrait être livré en mai 2008.

28. L'Allemagne met en œuvre une banque de stockage régionale pour le halon dans les pays d'Afrique orientale et australe (Botswana, Ethiopie, Kenya, Lesotho, Namibie, Tanzanie and Zimbabwe) (AFR/HAL/35/TAS/29). L'Allemagne a signalé que le Mémorandum d'accord avait été signé avec les Services de protection du feu d'Afrique du Sud et que l'équipement avait été enlevé des locaux Afrox et mis dans le nouvel endroit. Le recyclage des halons stockés des pays bénéficiaires, déjà expédiés à la banque de stockage du halon, a déjà commencé. Le Lesotho met en œuvre un plan d'incitation pour l'élimination des systèmes installés de halon-1211. Finalement, les entreprises de production d'énergie au Zimbabwe se préparent à se défaire de leurs systèmes de halon-1301. Le Comité exécutif pourrait demander des rapports d'étape additionnels sur ces projets devant être remis à la 56<sup>e</sup> réunion.

**Italie**

29. L'Italie met en œuvre 4 projets d'investissement qui devraient conduire à l'élimination de 601.1 tonnes PAO lorsqu'ils seront terminés. L'Italie a finalisé 4 projets de mousses en 2004, un

projet de réfrigération en 2005, un projet sur le bromure de méthyle en 2006 et un autre projet de réfrigération en 2007. Les deux autres projets en cours incluent un projet de PGEF au Sénégal, un projet sur les solvants en République démocratique du Congo et deux projets sur le bromure de méthyle au Cameroun et en Chine dont l'achèvement est prévu pour 2010 et 2015 respectivement.

30. L'Italie met en œuvre deux accords pluriannuels – un en Chine et l'autre au Sénégal. La Chine a en avance sur l'élimination du bromure de méthyle car sa consommation en 2007 de 389,54 tonnes PAO équivaut à la consommation d'éligibilité maximale de 390 tonnes PAO autorisée pour 2008. En ce qui concerne le PGEF au Sénégal, l'Italie a signalé qu'une formation complémentaire pour les agents des douanes avait été coordonnée avec l'UNO et que la soumission pour son obtention avait été organisée. Les capacités de l'équipement et les spécificités devant être fournies pour d'autres éléments du PGEF font également l'objet d'une coordination.

### **Portugal**

31. Le Portugal met en œuvre un projet d'assistance technique (GLO/SEV/47/TAS/269) qui a été approuvé en 2005. Ce projet se retrouve dans la catégorie des projets accusant des retards de mise en œuvre et devrait être terminé en décembre 2008. Le Portugal a signalé qu'en raison de difficultés financières, les fonds ne seraient transférés qu'au PNUE qu'en décembre 2006. Pendant ce temps, des activités d'éducation et de sensibilisation ont été entreprises en utilisant le matériel « Ozzy ozone ».

### **Espagne**

32. L'Espagne met en œuvre 3 projets bilatéraux sur le bromure de méthyle dont un projet d'investissement au Brésil et 2 projets d'assistance technique au Mexique et un au Paraguay. Ces projets devraient conduire à l'élimination de 172,8 tonnes PAO lorsqu'ils seront terminés. Le projet d'assistance technique sur le bromure de méthyle au Mexique (MEX/FUM/42/TAS/118) se retrouve dans la catégorie des projets accusant des retards.

### **Suède**

33. La Suède met en œuvre 5 projets d'assistance technique dont 2 projets nationaux d'élimination des CFC aux Philippines, un projet national d'élimination des CFC en Roumanie, un projet de stockage du halon en Thaïlande et un projet national d'élimination des CFC en Serbie. La Suède a des projets en cours qui aboutiront à l'élimination de 135,9 tonnes PAO lorsqu'ils seront achevés.

### Accords pluriannuels

34. La Suède met en œuvre trois accords pluriannuels couvrant des plans nationaux d'élimination des CFC. Cela concerne les Philippines, la Roumanie et la Serbie. La Suède a signalé qu'en 2007, l'excavation du sol du site de régénération a été exécutée par les Philippines (PHI/PHA/44/TAS/77). Cependant, la fourniture d'une des deux principales pièces d'équipement pour les installations de régénération a été de nouveau retardée en raison de l'échec de la

procédure d'appel d'offres. La Suède espère que les installations de régénération seront terminées au troisième trimestre 2008, après l'obtention de l'équipement de régénération. En outre, une étude sur la reconversion des CFC par le système des bénéficiaires de bons d'aide financière a été lancée au dernier trimestre 2007 et se poursuivra au cours du deuxième trimestre 2008. La Suède a signalé qu'un audit tiers serait mené au printemps 2008 afin de vérifier dans quelle mesure les directives et les procédures avaient été appliquées dans le cadre du système de bons et comment les magasins de service s'en sortent avec l'équipement (utilisation, performance, entretien et respect des règles et des politiques).

35. En ce qui concerne le Plan national d'élimination des CFC pour la Roumanie (ROM/PHA/45/TAS/31), qui a été approuvé à la 45<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif en avril 2005, il y a eu des retards malgré certains progrès en 2006. Cela est dû en partie au fait que l'Unité de gestion de projet n'a pas encore été créée et également à des contraintes externes imposées par le Ministère de la Roumanie pendant l'accession à l'Union européenne. Des retards ont également été causés par des changements de personnels au sein de l'UNO. La date prévue pour la fin du projet a été révisée au 31 décembre 2009. La Suède a signalé qu'une nouvelle UNO avait commencé en février 2008, une réunion entre l'UNO, l'ONUDI et l'Institut de l'environnement de Stockholm (SEI) a eu lieu en mars 2008 et un plan a été établi pour le travail restant.

36. En ce qui concerne le Plan national d'élimination des CFC de la Serbie (YUG/PHA/43/TAS/22), la mise en œuvre a commencé avec l'ONUDI en tant qu'agence principale d'exécution et la Suède en tant qu'agence de coopération. Depuis la décision de la Suède en 2006 de cesser la collaboration bilatérale, l'ONUDI est devenu l'unique agence d'exécution, la Suède apportant son soutien par le seul biais des consultants déjà engagés. Le projet a été très retardé partiellement en raison des difficultés à rendre le PMU opérationnel mais également en raison de la séparation du Monténégro. De fréquents changements au sein du personnel de l'UNO ont également causé des retards. Un processus de recrutement pour l'Unité de gestion de projet a commencé. En mars 2008, le SEI et l'UNIDO ont été invités à rencontrer le Ministre adjoint de l'Environnement afin de discuter du travail restant devant être fait. Le SEI et le consultant international ont également rencontré le Ministère afin de discuter en détail du calendrier pour le travail restant. La date prévue pour la fin du projet a été révisée et fixée au 31 décembre 2009.

37. Le Comité exécutif pourrait souhaiter que des rapports d'étape supplémentaires soient remis à la 56<sup>e</sup> réunion.

### **Etats-Unis d'Amérique**

38. Les Etats-Unis d'Amérique mettent en œuvre un projet d'investissement sur les accords pluriannuels pour les CFC, le CTC et le plan d'élimination accélérée du halon en Chine. Ce projet devrait être terminé en décembre 2009.

**RECOMMANDATION**

39. Le Comité exécutif pourrait:

- a) Prendre note avec gratitude des rapports périodiques remis par les gouvernements de l'Australie, du Canada, de la France, de l'Allemagne, de l'Italie, du Portugal, de l'Espagne, de la Suède et des États-Unis d'Amérique;
- b) Demander aux gouvernements de la Finlande, du Japon et de la Suisse de remettre leurs rapports périodiques à la 56<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif;
- c) Demander aux gouvernements du Canada, de la France, de l'Allemagne, du Japon, du Portugal et de l'Espagne de remettre des rapports sur les projets accusant des retards de mise en œuvre à la 56<sup>e</sup> réunion du Comité exécutif, conformément au tableau 2 du présent document;
- d) Demander des rapports d'étape additionnels sur les projets suivants:
  - i) Projet de formation des agents des douanes dans les États fédérés de la Micronésie (FSM/REF/36/TAS/01) mis en œuvre par l'Australie;
  - ii) Projet de formation des agents des douanes à Tuvalu (TUV/REF/36/TAS/02) mis en œuvre par l'Australie;
  - iii) Projet de formation des agents des douanes à Vanuatu (VAN/REF/36/TAS/02) mis en œuvre par l'Australie;
  - iv) Projet de récupération et de recyclage des climatiseurs d'automobile dans les États fédérés de la Micronésie (FSM/REF/36/TAS/02) mis en œuvre par l'Australie;
  - v) Projet de récupération et de recyclage des climatiseurs d'automobile à Kiribati (KIR/REF/36/TAS/03) mis en œuvre par l'Australie;
  - vi) Projet de récupération et de recyclage des climatiseurs d'automobile aux Îles Marshall (MAS/REF/36/TAS/02) mis en œuvre par l'Australie;
  - vii) Projet de récupération et de recyclage des climatiseurs d'automobile à Palau (TTR/REF/36/TAS/02) mis en œuvre par l'Australie;
  - viii) Projet de récupération et de recyclage des climatiseurs d'automobile à Tuvalu (TUV/REF/36/TAS/04) mis en œuvre par l'Australie;
  - ix) Projet de récupération et de recyclage des climatiseurs d'automobile à Vanuatu (VAN/REF/36/TAS/04) mis en œuvre par l'Australie;
  - x) Projet de formation des agents des douanes aux Îles Salomon (SOI/REF/36/TAS/02) mis en œuvre par l'Australie;

- xi) Le projet de PGF pour un programme de sensibilisation du public en Bolivie (BOL/REF/36/TAS/20) mis en œuvre par le Canada ;
- xii) Le PGEF au Kenya (KEN/PHA/44/INV/37) mis en œuvre par la France;
- xiii) Le PGEF aux Seychelles (SEY/PHA/51/INV/12) mis en œuvre par la France ;
- xiv) Projet de récupération et de recyclage en Tanzanie (URT/REF/36/TAS/14) mis en œuvre par l'Allemagne;
- xv) Projet de récupération et de recyclage en Iran (IRA/PHA/45/INV/169) mis en œuvre par l'Allemagne;
- xvi) Projet de stockage des halons en Croatie (ALG/HAL/35/TAS/51) mis en œuvre par l'Allemagne;
- xvii) Projet régional de stockage des halons dans les pays d'Afrique australe (Botswana, Éthiopie, Kenya, Lesotho, Namibie, Tanzanie et Zimbabwe) (AFR/HAL/35/TAS/29) mis en œuvre par l'Allemagne;
- xviii) Plan d'élimination des CFC aux Philippines (PHI/PHA/44/TAS/77) mis en œuvre par la Suède;
- xix) Plan d'élimination des CFC en Roumanie (ROM/PHA/45/TAS/31) mis en œuvre par la Suède;
- xx) Plan d'élimination des CFC en Serbie (YUG/PHA/43/TAS/22) mis en œuvre par la Suède;

-----

**Annex I**

**PROGRESS REPORT OF CANADA**

## 2007 Status on Canada's Bilateral Activities

### I. Project Approvals and Disbursements

#### A. Annual Summary Data

As of December 31<sup>st</sup> 2007, the Executive Committee has approved 77 activities as bilateral contribution from the Government of Canada to the Multilateral Fund. Of the US \$ 8,450,896 approved as bilateral contributions from Canada, US \$ 7,441,861 has been disbursed including completed projects. Bilateral contributions on an annual basis are as follows:

Year	Amount*
1993	\$649,500
1994	\$536,270
1995	\$50,000
1996	\$761,685
1997	\$853,950
1998	\$548,710
1999	\$727,040
2000	\$917,251
2001	\$878,582
2002	\$525,450
2003	\$412,959
2004	\$682,825
2005	\$177,259
2006	\$407,365
2007	\$322,050
<b>TOTAL</b>	<b>\$8,450,896</b>

\*Adjusted for the return of unutilized funds

#### B. Summary Data by type (CPG, DEM, INS, INV,PRP, TAS,TRA)

According to the Secretariat's classification system, Canada's bilateral activities are distributed among the following types of projects:

Type	Number of Projects	Amount Approved (US dollars)*
Country Programmes		
Demonstration Projects	4	\$562,000
Institutional Strengthening		
Investment Projects	4	\$335,610
Project Preparation	8	\$173,010
Technical Assistance	38	\$5,435,345
Training	23	\$1,944,931
<b>TOTAL</b>	<b>77</b>	<b>\$8,450,896</b>

\*Adjusted for the return of unutilised funds

## II. Project Completions Since Last Report

Since the last progress report, Canada technically completed 7 projects.

## III. Global and Regional Project Highlights

The following provides highlights of a few selected projects.

### Burkina Faso: TPMP, 1<sup>st</sup> Tranche:

The Canadian component of this TPMP, co-implemented with UNEP, includes the establishment of a Retrofit Centre in Burkina Faso for the retrofitting of refrigeration and air conditioning equipment, and supply retrofitting tools and equipment to refrigeration technicians. In 2007, a centre to function as the Retrofit Centre was established, a first phase of equipment procurement was completed, and this equipment was used in a training workshop to demonstrate retrofitting to different refrigerants. A second and final phase of equipment should be shipped to Burkina Faso by mid-2008, completing Canada's activities for the first tranche of this project.

### Chile: Refrigerant Management Plan (RMP), CFC Recovery & Recycling Component

Canada is responsible implementing two components of Chile's RMP, jointly implemented with UNEP. The first component, related to the training of technicians and the establishment of refrigeration standards has been completed, with the Recovery and Recycling (R&R) component of the RMP remaining. R&R activities commenced in September 2006 and R&R equipment was delivered in 2007, followed by training and distribution of equipment to refrigeration technicians. Use of equipment is monitored by NOU. A second and final phase of R&R equipment procurement was initiated during the second semester of 2007 and should be completed by first semester of 2008. Final training of technicians and monitoring with respect to this phase are expected to be completed by mid-2008. It will be followed by a Servicing Sector Phase-out Plan, to be submitted for approval in 2008.

### Mexico: Technical Assistance to Phase-out Methyl Bromide

Canada is responsible for implementing the component of this project focused on phasing out MB in the storage sector. Substantial progress has been made, including the development of a MB users database, information workshops on MB alternatives with MB consumers, and the application of MB alternatives with technical assistance in 9 companies in Mexico. It is anticipated that this project will be completed by mid-2008, with additional implementation of the technical assistance activities. It will be followed by an MB phase-out plan, to be jointly implemented with UNIDO and submitted for approval in 2008.

## IV. Completed and On-going Projects

Of the 77 activities approved to date, 58 have been completed, one was closed, 2 have been transferred to other agencies and the remaining 16 are on-going.

**V. Status of Project preparation, by country**

Chile Servicing Sector Phase-out Plan Preparation:

Canada is currently working together with UNEP on the completion of Chile's RMP. Canada received ExCom approval to prepare a Servicing Sector Phase-out Plan for Chile to assist the country in meeting the 2010 CFC complete phase-out date for its servicing sector. Project preparation work was conducted during the last quarter of 2007 and a draft of the project proposal has been completed. Canada is planning to submit the project proposal to the second meeting of the ExCom in 2008.

**VI. Administrative Issues (Adjustments and Other Issues)**

n/a

**Annex II**

**PROGRESS REPORT OF FRANCE**



*SECRETARIAT DU FONDS FRANÇAIS POUR L'ENVIRONNEMENT MONDIAL*

**SUMMARY NARRATIVE OF FRANCE PROGRESS REPORT UNTIL 31 DEC 2007**

According to the decisions ExCom 17/22, 22/79 and 22/16, France has prepared its annual progress report on the projects implemented through its bilateral contribution to the Multilateral Fund. This report comprises a summary narrative report and a database (Annex2).

In 2007, France, through the French GEF Secretariat has set as a priority to secure external funding, a pre-condition, for the regional “Strategic demonstration project for accelerated conversion of CFC chillers in 5 African Countries (Cameroon, Egypt, Namibia, Nigeria and Sudan) (AFR/REF/48/DEM/36)”. This has meant redrafting the project document according to the French GEF template, after carrying out further project preparation for 30 000,-€ This activity was successful in the **same year**, as 750 000,-€ have been approved by the Steering committee of the French GEF under the climate change window.

France also got involved in the preparation of the regional “African customs enforcement networks for preventing illegal trade of ODS in the African sub-regional trade organizations (CEMAC, COMESA, SACU and UEMOA)”, a project, which concerns 38 countries and which will be implemented in cooperation with UNEP.

**I. Project Approvals and Disbursements:**

**A. Annual Summary Data:**

From 1994 until 31 December 2007, the Executive Committee (ExCom) approved 97 projects as French bilateral contribution to the Multilateral Fund.

In 2007, the Executive Committee approved four new activities and the transfer of three projects in Ivory Coast to UNIDO per decision 51/14 (i), following a common agreement between France, the Ivory Coast and UNIDO (The corresponding amounts have not yet been written in the adjustment columns of the progress report 2007, because the transfer of the funds itself will occur in 2008, once an agreement is reached regarding the exchange rate to be used and the procedure is cleared by the French Ministry of finance).

In reference to the Multilateral Fund Secretariat table, France’s total approved funding plus adjustments<sup>1</sup> since 1994 equals US\$ 14 085 668,00 at the end of 2007.

---

<sup>1</sup> Adjustments correspond to changes in project budgets that have been approved by the Executive Committee.

The annual values are the following:

<b>Approved funding plus Adjustments</b>	
<b>Year</b>	
1994	\$222 416,00
	\$120 000,00
1995	
1996	\$944 662,00
1997	\$1 745 636,00
1998	\$648 404,00
1999	\$2 624 614,00
2000	\$246 837,00
2001	\$532 182,00
2002	\$1 064 500,00
2003	\$1 006 620,00
2004	\$1 567 045,00
2005	\$2 057 752,00
2006	\$580 000,00
2007	\$725 000,00
<b>Total</b>	<b>\$14 085 668,00</b>

At the end of 2007, US\$ 7 398 932 have been disbursed, or 52.5 % of the Adjusted approved amounts.

### **B. Summary of Data by Project Type (CPG, DEM, INS, INV, PRP, TAS, TRA)**

According to the Multilateral Fund Secretariat classification, France's 97 bilateral activities are classified in the following way:

Type	number of Projects	Approved Funding + Adj (US\$)	%
Country Program (CPG)	4	\$ 130 936,00	1%
Demonstration (DEM)	1	\$ 360 000,00	3%
Institutional Strengthening (I)	1	\$ 25 983,00	0%
Investment Project (INV)	26	\$ 8 168 588,00	58%
Project Preparation (PRP)	17	\$ 401 167,00	3%
Technical Assistance (TAS)	33	\$ 3 991 042,00	28%
Training (TRA)	15	\$ 1 007 952,00	7%
<b>TOTAL</b>	<b>97</b>	<b>\$ 14 085 668,00</b>	

## II. Project Completions since Last Report

The following projects have been completed in 2007:

IRA/PHA/41/INV/163	National CFC phase-out plan: 2004 annual implementation programme
SYR/REF/29/INV/48	Conversion from CFC-11 to HCFC-141b and from CFC-12 to HFC-134a technology in the manufacture of commercial refrigeration equipment at Sarkisian Refrigerators

## IV. Performance Indicators (INV, TAS and TRA):

Project preparation, country programs and institutional strengthening projects are not taken into account by the performance indicators. Since 1994, these activities correspond to 23% of France's portfolio.

75 projects out of 97 are demonstration, investment, technical assistance and training projects. Their status is the following on 31 December 2007:

	Closed	Completed	Financially completed	ongoing	Transferred
<b>DEMonstration</b>				1	
<b>INV (investment)</b>	1	5	10	8	2
<b>TAS (technical assistance)</b>		4	14	12	3
<b>TRA (training)</b>			10	5	
<b>Total</b>	<b>1</b>	<b>9</b>	<b>34</b>	<b>26</b>	<b>5</b>

**V. Status of Agreements and Project Preparation by country:**

The Executive Committee has approved a total of 16 project preparations as French bilateral contribution to the Multilateral Fund since 1994. 13 have been completed.

One new preparation project was approved in 2007:

- A Project preparation for a terminal phase-out management plan in the servicing sector for Ethiopia.

**VI. Administrative issues (Operational, Policy, Financial, and Other Issues)**

**A. Meetings Attended**

The French GEF Secretariat represented France in 3 Executive Committee meetings and carried out field visits to Iran and Laos.

**B. Co-operation**

France has continued to co-operate with Germany through financial agreements in which the GTZ implements projects on behalf of France.

Through the “Strategic demonstration project for accelerated conversion of CFC chillers in 5 African Countries (Cameroon, Egypt, Namibia, Nigeria and Sudan) (AFR/REF/48/DEM/36)”, France has further increased its cooperation with UNIDO as both agencies secured external funding for the project.

France also worked in close cooperation with UNEP in order to submit the “African customs enforcement networks for preventing illegal trade of ODS in the African sub-regional trade organizations (CEMAC, COMESA, SACU and UEMOA)” for approval by the ExCom.

**C. Adjustments**

None

**D. Other Issues**

None

**Annex I Country Development and Institutional Strengthening Unit Highlights**

**A. Country Programs**

Since 1994, 4 Country Program preparations have been approved and completed for Mauritania, Vietnam, Madagascar and Vietnam.

**B. Institutional Strengthening:**

1 project was approved in 1994 and completed in 1999.

**Annex II: Database of French bilateral activities carried out within the framework of the Montreal Protocol on 31 December 2005.**